

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#15
OCTOBRE
NOVEMBRE
2011

CONTRE LA CRISE ET L'AUSTÉRITÉ,



RÉSISTANCES INTERNATIONALES !

Édito

Une rumeur se propage : le gouvernement voudrait réduire les vacances scolaires. Il n'en faut pas plus à quelques journalistes pour décréter avec les recteurs d'académies que les lycéens se mobilisent pour rien, qu'ils se font manipuler... Pourtant, des rapports ont bien été écrits, qui proposent d'alléger les emplois du temps hebdomadaires et de compenser les heures perdues par un calendrier rallongé en juillet et août. Une bonne manière de panser les plaies causées par les 80 000 suppressions de postes depuis 2007 !

Bien sûr, le gouvernement n'est pas fou. Il ne fera pas une telle réforme en année d'élection. Il se contente de continuer les politiques de pénurie (mal) organisée, de déréglementation, de casse de l'Éducation, des services publics et du droit du travail. C'est cela qui pousse des milliers de lycéens de plusieurs départements,

à bloquer leurs bahuts, débrayer, partir en manif sauvage tous les jours depuis le 27 septembre.

Car une autre rumeur se propage. Celle de la rue. Depuis le 17 septembre, même la jeunesse new-yorkaise imite les Indignés de l'État espagnol, les révolutionnaires de Tunisie et d'Égypte. Si les remakes de films européens produits aux États-Unis ne sont pas toujours bons, force est de constater que Les Indignés à New-York est une réussite. Renflouement des banques, chômage, endettement des étudiants, brutalités policières ou même réchauffement climatique sont au centre de leurs préoccupations. À Boston, Chicago, Houston ou Los Angeles, d'autres jeunes occupent des places de la même manière. Comme il faut aussi de l'action dans un bon film hollywoodien, la police a arrêté sept cents manifestants qui bloquaient le pont de Brooklyn le 1er octobre, remettant à chacun une citations à comparaître.

Dans tous les pays, la répression est terrible. À Paris, le 19 septembre, les Indignés espagnols qui traversaient l'Europe pour se rendre à Bruxelles ont été encerclés, gazés, roués de coups par les forces de police. Plus de quatre-vingts ont été embarquées vers différents commissariats, trois ont été blessés (1)...

Ce n'est pas toujours contre une réforme, une mesure injuste que la jeunesse et les classes populaires se rebellent. Ça peut aussi être contre une politique générale, par un ras-le-bol de la crise et de l'austérité, bref du système. Voilà pourquoi la répression est si féroce.

Personne ne croit à la rumeur qui dit que les élections à venir en France vont changer quoi que ce soit à nos vies et calmer les choses : la rumeur, ça n'empêche pas que la rue vive !

(1) voir http://www.dailymotion.com/video/xl888a_les-indignes-evacues-manu-militaire-de-la-place-de-la-bourse_news

**NPA
JEUNES**

Sonnons l'alerte sur les violences faites aux femmes ! Hommage

Une femme expose, être femme et jeune surexpose aux violences, qu'elles soient physiques ou morales. Tel est le constat fait par l'INSEE en 2008. Les médias dominants, les mêmes qui ont laissé DSK accusé de viol devenir victime dans une parodie de journalisme, pointent du doigt les « jeunes de banlieues » ou les immigrés comme cause de la résurgence du sexisme. Au contraire, les violences faites aux femmes ont surtout lieu dans l'institution que les défenseurs de l'ordre moral nous présentent comme la solution à tous les problèmes: la famille. Ainsi, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint, même si les violences subies par les femmes hors du ménage sont également en augmentation.

Les violences... un hasard ?

Les violences faites aux femmes ne sont pas un hasard, mais les conséquences de la reproduction d'un modèle de rapport entre les sexes, la domination masculine, à travers une institution, la famille. Des petites phrases comme celle du nouveau ministre des sports

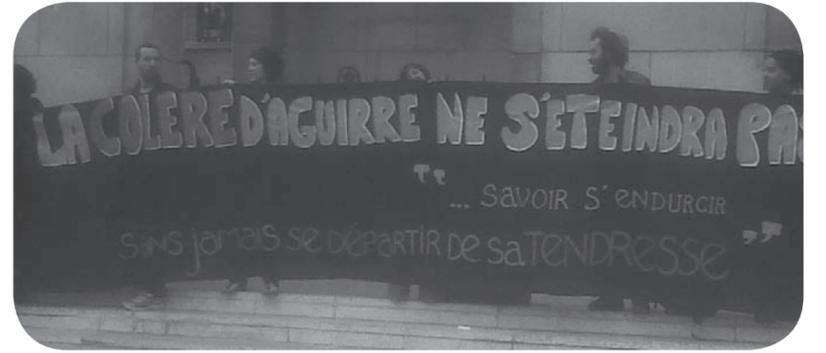
David Douillet (« la femme est mieux au foyer »), sont à la fois des attaques contre les femmes et des reflets de l'idéologie sexiste que l'on apprend et intériorise depuis notre petite enfance : les filles doivent être « dociles », « agréables », « calmes », alors que chez les garçons on glorifie « l'indiscipline », le fait d'être « grande gueule » ou « bagarreur ». Les filles sont « meilleures en français » et les garçons « meilleurs en maths ». Violence symbolique à travers l'éducation et violence physique ne sont que deux côtés d'une même pièce : la domination masculine s'exprime également par les viols de lesbiennes que les agresseurs et une partie de la société considèrent comme des viols « correcteurs » pour les ramener dans le droit chemin de l'hétérosexualité. En temps de crise, les femmes, qui ont de moins bons salaires et de moins bonnes situations que les hommes, sont rendues plus vulnérables et plus dépendantes de leurs compagnons masculins.

En finir avec les violences ?

Il ne sera pas possible de mettre fin aux violences faites aux femmes sans renverser le patriarcat, système de domination masculine antérieur au capitalisme mais que celui-ci a réinvesti pour son plus grand intérêt. Le capitalisme porte l'oppression de genre et de race dans ses gènes aux côtés de l'exploitation au travail. Mais il faut d'ores et déjà lutter pour une véritable loi-cadre contre les violences faites aux femmes, contre la précarité, pour la réouverture des centres d'hébergement destinés aux femmes victimes de violence, pour l'éducation la moins sexiste possible que l'on peut avoir sous ce système... Manifestons pour toutes ces raisons le 5 novembre avec le collectif national droit des femmes (CNDP) et le NPA !

Léa (Comité Jeunes 92 nord) et Stan (Comité jeunes Sorbonne)

Léonce Aguirre, membre du Comité politique national et du Comité exécutif du NPA, nous a quitté le 29 septembre dernier, frappé à 60 ans d'une méningite foudroyante. Nos pensées vont avant tout à sa famille, à sa compagne et à ses enfants. Pour ses camarades aussi, la douleur est immense.



Message du bureau du Secrétariat jeune du NPA

Aguirre nous manque, et il nous manquera longtemps. Car c'est longtemps que nous garderons son souvenir. Celui de sa gentillesse, celui d'un camarade attentif et attentionné. Aguirre s'amusait, d é c o n n a i t , s'enthousiasmait ou s'emportait comme n'importe quel jeune militant, jamais blasé ou donneur de leçons. Mais un jeune capable de prendre du recul, de nous laisser faire nos propres expériences,

quitté à ce que ce soient des erreurs.

Il s'est toujours senti concerné par notre activité, qu'il ait partagé ou non l'orientation du secteur jeune du NPA, et des JCR auparavant.

Certains d'entre nous se souviennent de ses participations aux Rencontres internationales de jeunes, en tant qu'aide extérieur pour la direction de la Ligue. Il savait respecter l'auto-gestion du camp, mais n'hésitait pas à intervenir pour apaiser certaines tensions. Nous nous souvenons de ses topos à cette occasion, à des DN des JCR, dans des stages ou d'autres échéances jeunes. Il se rendait toujours

disponible pour les formations, s'intéressait à ce que nous faisons, à nos campagnes, à nos débats, offrant son aide politique ou pratique quand elle était sollicitée.

Aguirre nous laisse avec les souvenirs de sa bienveillance, de son humour, de sa pédagogie, de son ouverture d'esprit... Son départ est aussi brutal que triste. Il nous manque et nous manquera longtemps. Pour nous il restera jeune à jamais.

Le BSJ du NPA

Poitiers : un comité du futur

Après Angoulême, Poitiers ! En Poitou-Charentes, un second comité jeunes vient de voir le jour. Composé d'étudiants, de lycéens et de jeunes travailleurs – avec une parité presque parfaite – ce comité compte environ huit militants. Il pèsera sur les débats politiques de la ville. Déjà au premier rang de la lutte contre la destruction de l'Éducation – blocage au Lycée Aliénor d'Aquitaine où nous sommes implantés – nous allons travailler à l'élargir en nous inspirant des luttes à venir, et en ne modifiant pas notre manière de militer à l'approche de 2012.

Nous sommes aussi aux côtés des ouvriers des Fonderies du Poitou, menacés de perdre 25% de leurs salaires pour ne pas que l'entreprise délocalise. Ce chantage ne passe pas et les ouvriers sont en grève depuis plusieurs semaines. Nous participons à leurs initiatives pour apporter le soutien de la jeunesse. Nous avons besoin d'un mouvement de masse de l'ensemble de la société. La jeunesse en mouvement en est un facteur essentiel. À Châteauroux, le 29 septembre, nous sommes aussi allés leur prêter main forte, à l'instar de notre camarade Philippe Poutou venu porter la voix de la CGT-Ford.

Si nous sommes tous derrière la candidature de Philippe Poutou, il s'agira pour nous de la mêler à nos luttes. Riposter ensemble dans la rue et dans les urnes, tel est aujourd'hui notre défi.

Alexandre et Elodie (Comité Jeunes de Poitiers)

Première réunion publique le 20 octobre, avec intervention du porte-parole, Alexandre Raguet, à 20h30, salle Timbaud, rue Saint-Paul à Poitiers

Une copie royale

En 2007, Ségolène Royal proposait l'encadrement des jeunes délinquants par des militaires. Une idée reprise par le député UMP Eric Ciotti en juin dernier. À la rentrée, Sarkozy a ouvert vingt nouveaux centres éducatifs fermés, en lieu et place de structures éducatives, et... la mise en place de l'encadrement militaire cher à Royal. Il est rare que l'UMP reprenne des idées de la gauche... Sauf quand ce sont des idées de droite !

Lèse-majesté

À l'instar de Ben Ali, le roi Mohamed VI du Maroc est un ami de la France. C'est sans doute pour cela que les révoltes de son peuple et la répression qu'il lui fait subir ne font pas la une des médias. Après des militants d'ATTAC-Maroc, des syndicalistes, des membres de l'association des diplômés chômeurs du Maroc, de l'Union nationale des étudiants marocains, des jeunes du mouvement du 20 Février... C'est le rappeur Moad Belghouat, alias « Haked » (l'Indigné en arabe) qui a été arrêté. Ses lyrics comme « Nous voulons un responsable à qui nous demandons des comptes et non pas un homme sacré ! » sont considérés comme des outrages à la personnalité royale. Quel souverain moderne !

Un motif un peu short

Fin juin deux assistants d'éducation du collège Marcelin-Albert de Saint-Nazaire-d'Aude (11) ont été informés que leurs contrats ne seraient pas renouvelés à la rentrée. Aucune explication n'a été donnée par la direction, alors que l'un d'eux travaillait dans l'Éducation nationale depuis plus de dix ans et l'autre depuis deux ans. Alors qu'ils avaient été renouvelés plusieurs fois, il est peu probable que ce soit la qualité de leur travail qui soit en cause. D'après eux, le seul reproche qui leur ait été fait était... Leurs tenues vestimentaires, car ils étaient venus travailler en bermuda ! Après avoir saisi l'Inspection académique, ils n'excluent pas un recours auprès du tribunal administratif. Pour les précaires de la fonction publique, garder son boulot nécessite la tenue de combat !

Bons procédés

Avant d'affronter l'État israélien dans les couloirs de l'ONU, l'Autorité palestinienne s'est préparée à affronter... Le peuple palestinien ! Et pour cela, elle n'a pas de meilleur partenaire que l'État hébreu. C'est à lui qu'elle a acheté des grenades lacrymogènes, des balles en caoutchouc et autres gadgets anti-émeutes, au cas où les Palestiniens commenceraient à prendre exemple sur les peuples en lutte qui chassent leurs dirigeants corrompus. La paix entre les peuples, on ne sait pas pour quand c'est, mais celle entre les bourgeois est en bonne voie !

Révolution dans les facs

Le 11 septembre, 4 000 professeurs égyptiens ont marché en direction du conseil des ministres pour la démission des présidents d'universités nommés par Moubarak, et leur remplacement par des représentants démocratiquement élus. À l'American University of Cairo (AUC), une grève a commencé, rassemblant plus de 1 500 étudiants, professeurs et travailleurs du site. Ils revendiquent la baisse des frais de scolarité, l'amélioration des conditions des personnels (un statut, des contrats de travail pour les précaires), la liberté d'expression et d'association, la représentation au sein des conseils d'administration, le contrôle populaire de la gestion, etc.

Vidéo : <http://egyptesolidarite.wordpress.com/2011/09/18/journee-de-lacolere-des-etudiants-des-professeurs-et-du-personnel-des-universites>

Le Bel... exemple de justice ?

Le procès en appel des cinq condamnés de Villiers-le-Bel s'est ouvert le 4 octobre 2011 au tribunal de Nanterre. En juin 2010, leur procès pour l'exemple les avait condamnés à des peines allant de cinq à treize ans de prison avec sursis, malgré l'absence de preuves, sur la base de témoignages anonymes, avec interdiction de mentionner le contexte (révoltes suite à la mort de deux jeunes, Lakhamy et Moushin, suite à une collision en moto avec une voiture de police...)

Convergence des luttes

Les mobilisations étudiantes massives qui se poursuivent au Chili pour l'éducation publique, ont reçu le soutien récent de plus de quatre-vingts organisations environnementales. Le mouvement écologique chilien s'est renforcé ces dernières années, face à des politiques gouvernementales qui bradent le pays aux multinationales, et avec lui les ressources comme l'eau, les semences, la biodiversité, les forêts, les sols... Étudiants et écologistes ont un adversaire commun : le capitalisme mondial qui brade l'avenir des jeunes et des peuples... Pour des luttes durables, le recyclage de mouvements est un bon début !

Le FN plagié

La circulaire Guéant-Bertrand du 31 mai est passée inaperçue. Pourtant, il s'agit de l'application du projet numéro 1 du Front national : la préférence nationale à l'emploi. Cette circulaire empêche des diplômés immigrés hors Union européenne qui ont des visas étudiants d'obtenir des autorisations de travail. Cet été, la liste des métiers ouverts aux étrangers non européens a été réduite. Seules sont délivrées des autorisations de séjour de six mois suivant l'obtention du diplôme, pour faire un stage non payé ou un CDD, « dans la perspective d'un retour dans le pays d'origine ».

Dans les pays du Sud, les jeunes diplômés chômeurs sont nombreux car les entreprises occidentales préfèrent faire venir des employés de leur pays pour occuper les postes à qualification. En France, les immigrés ne peuvent pas être embauchés... Le message de la France : si tu es Noir ou Arabe, ne fais pas d'études, tu n'auras pas de boulot après !

La lutte fleurit aux Lilas

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi 24 septembre pour la sauvegarde de la maternité des Lilas (93), menacée d'être vendue à des fonds de pension. Depuis quarante ans, cet hôpital dispense des pratiques alternatives dans l'accompagnement des femmes, qu'elles viennent accoucher (1 700 naissances par an), se procurer des moyens de contraception ou pratiquer une IVG (1 300 par an), là encore avec un accompagnement individualisé. Comme pour le centre IVG de Tenon, la lutte doit permettre de sauver l'hôpital, et les droits des femmes !

Vidéo : www.dailymotion.com/video/xla8c7_manifestation-de-soutien-a-la-maternite-des-lilas_news

Témoignage d'une militante grecque

Vera, militante à l'OKDE-Spartakos (1)

La nouvelle réforme des universités grecques transforme radicalement son fonctionnement, en réduisant drastiquement le financement de l'État et en permettant le financement par des entreprises privées. La reconnaissance des diplômes est réduite, la mise en concurrence pour l'acquisition des compétences et des qualifications se généralise.

Dans le cadre des restrictions budgétaires et du Memorandum, le gouvernement du PASOK (PS grec) fait fermer plusieurs écoles. Alors même que la nouvelle année universitaire débute, le manque d'enseignants est criant. La nouvelle année scolaire a commencé sans livres et avec un manque énorme de professeurs.

Éducation occupée !

Des assemblées générales massives ont lieu sur la majorité des écoles et universités. Ce mouvement étudiant entraine le 3 octobre dans sa sixième semaine. Les enseignants du secondaire se sont aussi largement mis en grève contre les fermetures d'écoles. Pour la première fois depuis des années, les lycéens, les étudiants et les professeurs manifestent par milliers et sont déterminés à lutter ensemble jusqu'au bout !

Ce mouvement d'ampleur défend une éducation publique et gratuite. Comme l'explique une militante étudiante : « Nous luttons pour le droit à l'éducation pour tous, pour qu'un enseignement de qualité ne soit pas réservé à une élite ».

Selon les écoles et les universités, le vote des occupations est plus ou

moins soutenu par les étudiants et professeurs. À l'école polytechnique d'Athènes, le 29 septembre, l'AG étudiante a reconduit le blocage après une semaine de levée de l'occupation. Il ne se passe pas un jour sans qu'une action des travailleurs ou des étudiants ne soit menée : blocage de concours, manifestation, grève de 48h dans les transports, grève des taxis, occupation des locaux du ministère des Finances par des travailleurs, occupation des locaux de la télévision publique par des étudiants avec prise de parole, rassemblement contre la hausse des loyers... Une journée de grève générale est appelée le 6 octobre. Malgré l'hostilité des médias, la population voit plutôt d'un bon œil les mobilisations en cours.

Propos recueillis et mis en forme par *Émilie (Jussieu) et Romain (94)*

(1) L'OKDE-Spartakos est la section grecque de la Quatrième internationale, avec qui le NPA entretient des rapports privilégiés.



Témoignage d'un Indigné espagnol

Julián, militant à Revolta Global (1)

Le mouvement des Indignés a commencé avec une grande mobilisation visant à attirer l'attention sur les coupes budgétaires dans le pays et le fait que les politiciens aidaient les banques et les patrons plutôt que la population. Personne ne pensait qu'un mouvement aussi hétérogène parviendrait à mobiliser les masses.

Suite à cette mobilisation, plusieurs secteurs affectés par les coupes budgétaires ont commencé à lutter. Des centres de santé sont occupés par les employés ; des soins y sont donnés gratuitement. Dans ces centres officiellement fermés ou en cours de fermeture, les personnels offrent eux-mêmes leurs services et des citoyens participent aux occupations pour revendiquer le droit à la santé publique. Plusieurs manifestations ont eu lieu dans l'éducation, principalement dans le centre et le sud du pays. Les coupes budgétaires y ont été particulièrement drastiques. Le mouvement du 15 mai, « 15M », a permis de renforcer la mobilisation à travers ses réseaux.

Une mobilisation a également lieu contre les expulsions des familles de leurs logements. Beaucoup de ceux qui participent aux actions anti-expulsions sont issus du mouvement 15M. Au premier trimestre 2011, les expulsions de logement se chiffraient à plus de 200 par jour dans tout l'État espagnol.

Au cours des trois derniers mois, 15 491 familles ont été expulsées (2).

Le gouvernement poursuit les coupes budgétaires. Pour le moment, les principaux partis se gardent bien d'en parler car les élections législatives auront lieu le 20 novembre. Mais la société espagnole est consciente que c'est l'un des deux partis majoritaires (Parti populaire et PSOE) qui a toujours gagné les élections depuis la mise en place de la pseudo-démocratie.

Des places centrales aux luttes locales

À la base, le mouvement des Indignés ne peut être vu comme un mouvement politique de gauche. Il se veut « apartidaire » : les partis politiques ne peuvent y faire d'apparitions propres. Mais beaucoup de ceux qui ont apporté quelque chose aux acampadas (campements) étaient des militants des différents partis de gauche. Les Indignés se sont rapidement politisés. Ils sont maintenant actifs dans les assemblées de quartiers, où s'expriment les préoccupations concrètes des gens. Les personnes les plus aptes à donner de la puissance aux assemblées et aux manifestations sont celles qui ont une expérience militante, issues de la gauche et de l'altermondialisme.

Propos recueillis par *Émilie (comité jeune de Jussieu)*



Jeunesse sans futur, sans domicile, sans soins, sans retraite, sans peur

(1) Revolta Global est la section catalane de la Quatrième internationale, avec qui le NPA entretient des rapports privilégiés.

(2) Les données proviennent d'un article de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH, « plate-forme des affectés par l'hypothèque »), l'un des collectifs populaires anti-expulsions. La PAH milite pour des réformes politiques et a une branche, Stop desahucios chargée d'empêcher physiquement les expulsions sur le terrain. Ce collectif existait avant le mouvement 15M, mais des acteurs du mouvement s'y sont investis.

Rassemblements du 15 octobre

« Peuples du monde, mobilisez-vous le 15 octobre ! » Cet appel lancé par les Indignés espagnols a reçu un écho dans de nombreux pays du monde entier où s'organisent des manifestations.

Actualité de l'indignation

Le mouvement 15M espagnol est né en mai suite à l'appel commun de différentes plates-formes de revendications : « jeunesse sans futur », « pour une démocratie réelle maintenant » et « occupez les places ». Se revendiquant des révolutions arabes les indignés de nombreuses villes de l'État espagnol se sont réapproprié l'espace public pour reprendre en main l'avenir politique. Contestant la gestion de la crise par la gauche et la droite, ce mouvement large et populaire a mis en place une plate-forme nationale. Elle mêle à la fois des revendications sociales immédiates, comme la nationalisation des banques, et des mesures démocratiques (contre le bipartisme, la corruption). La lutte continue aujourd'hui, délocalisée

dans des collectifs de quartiers, liant les revendications larges à des luttes locales (aide aux immigrés clandestins, lutte contre les fermetures des services publics, etc.). Les indignés se retrouvent régulièrement pour des actions nationales comme la marche sur Bruxelles, ou la manifestation avec les syndicats contre la « règle d'or ».

Tous ensemble pour un changement mondial

Des rassemblements de soutien aux peuples de l'État espagnol ont eu lieu partout dans le monde. En Grèce, ils ont ravivé la lutte engagée depuis plusieurs années contre les conséquences de l'austérité, rassemblant ce mois-ci encore des milliers de manifestants. Les indignés israéliens ont construit un mouvement social d'une ampleur historique dans leur pays...

En France, le mouvement des indignés ne s'est pas massifié et s'est essoufflé. Participer à la manifestation internationale du 15 octobre ne signifie pas forcément relancer un mouvement ou peser directement sur les politiques antisociales. Mais, en rassemblant à



la fois les révolutionnaires du monde arabe, les étudiants chiliens, les émeutiers anglais ou les indignés espagnols, grecs, israéliens, bref, les jeunes sans futur du monde entier, cette initiative sera la démonstration que nous luttons tous contre un même système !

Flora (Comité Paris 3-Censier)

Retrouvez l'appel sur <http://15october.net/fr>

Dans ce numéro

Dossier : ils sont une poignée, nous sommes des milliards Pages 4-5
Une crise également écologique
De Tunis à Paris pas question de payer la dette !
G20
Du côté des USA
« Nous sommes tous des travailleurs grecs ! »
Conférence Européenne contre l'austérité à Londres

Théorie : C'est quoi une « démocratie réelle » ? Page 6

Éducation Page 7
Fusions des universités : les exemples de Bordeaux et Marseille
Apprentissage
Le volet Éducation de la campagne Philippe Poutou

Hommage à DJ Mehdi Page 8
Notre serment d'allégeance aux crimes de l'armée française Page 8

Ils sont une poignée...

De Tunis à Paris pas question de payer la dette !

La dette est depuis longtemps un des mécanismes de pillage des pays du Sud par les banques et les entreprises du Nord. La Tunisie est un exemple parfait de ce système : les entreprises étrangères (dont 3000 françaises) étant exemptées d'impôts et libres de rapatrier leurs profits, l'État tunisien doit compenser ses pertes fiscales en augmentant la TVA et en s'endettant. Les banques françaises prêtent à la Tunisie. Encore une façon de prélever une portion des richesses du pays.

Un mécanisme de domination

Même après la chute de Ben Ali, Sarkozy s'assure que l'ordre néo-colonial soit bien maintenu : quelques semaines après la chute du dictateur, il se proclamait « ami des révolutions arabes » et annonçait l'octroi de nouveaux prêts à la Tunisie. Par « nouveaux prêts » traduisez « nouvelles dettes » : un moyen pour la France de maintenir sa domination. En 2009, le total de la dette publique extérieure tunisienne était supérieure à 11 milliards d'euros. La créance bilatérale France-Tunisie représente environ 14% du total. Cette dette n'a cessé d'augmenter. Parallèlement, le service de la dette a englouti entre 1990 et 2008 plus de 18,5 milliard d'euro. Avec les intérêts, la Tunisie a déjà payé le double de ce qu'elle a emprunté à la France.

Ces prêts ne servent pas au développement du pays, des infrastructures, des services publics... Les grandes institutions financières – OMC, FMI ou Commission européenne – imposent des conditions comme la privatisation d'entreprises publiques ou des dispositions fiscales au profit des entreprises étrangères.

Si l'argent de la dette a en parti été utilisé à la construction de route ou d'hôpitaux, il a surtout servi à renforcer l'appareil de la dictature, en payant les balles de la police, en remplissant les coffres du clan mafieux Ben Ali-Trabelsi.

Cette dette odieuse alimente les appétits sans fin des capitalistes et maintient le pays dans le sous-développement. Elle a été contractée en toute obscurité, loin de tout contrôle populaire.

Une solution : annulation !

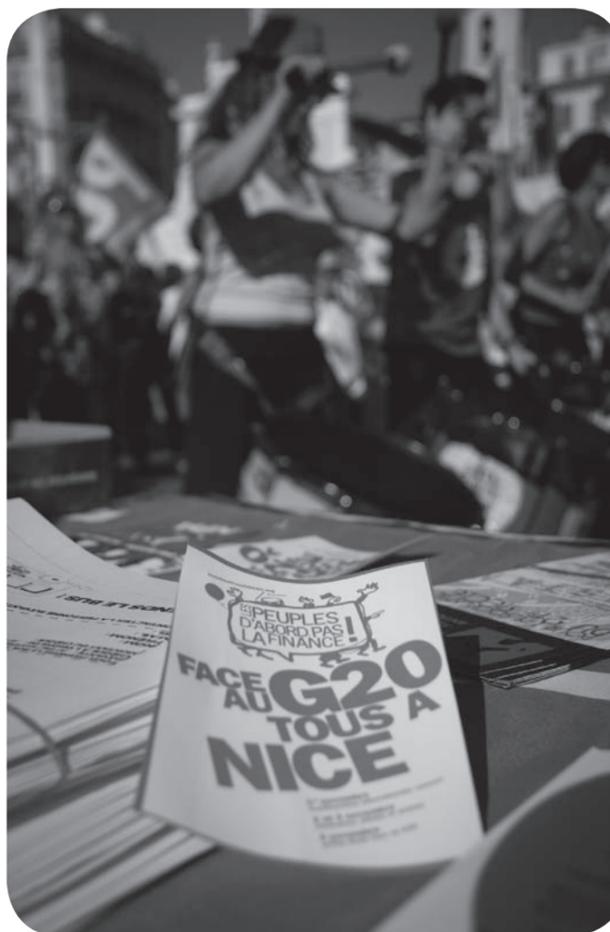
Il faut exiger l'abolition de la dette tunisienne : cet argent doit être utilisé au profit des classes populaires qui en ont bien besoin. C'est ce qu'a montré la révolution tunisienne : les jeunes, les chômeurs, les travailleurs, les laissés-pour-compte se sont soulevés contre les effets de la crise, pour le droit au travail, à la liberté et la dignité.

La révolution a décapité le régime, mais le corps est encore là : le gouvernement transitoire tunisien a déjà rassuré les

créanciers internationaux, en leur payant la première tranche de règlement (plus de 390 millions d'euros) et s'apprête à rembourser la deuxième, contre l'avis de la population ! Le processus révolutionnaire n'est pas terminé : de nombreuses manifestations ont déjà eu lieu.

Au Sud, la dette est un instrument de domination néo-coloniale. En Europe c'est un des mécanismes par lequel les banques et les capitalistes plongent sous l'eau les jeunes et les travailleurs. Il faut l'annuler !

Sarah (Comité Jeunes 92 nord)



G20 : c'est leur dette, nous ne paierons rien !

Alors que les jeunes et les travailleurs partout dans le monde se révoltent contre les conséquences de la crise, contre les plans d'austérité que leur imposent leurs gouvernements, pour leur droit à un avenir, les chefs d'États des vingt premières puissances mondiales se donnent rendez-vous à Cannes. Au programme, sauver un système en faillite en nous faisant payer l'addition ! C'est le 1er novembre à Nice que nous ferons entendre nos revendications !

Ils sont divisés

Depuis le début de la crise du capitalisme en 2008, le G20 a été l'outil de la bourgeoisie pour tenter d'y répondre. La nouvelle étape de la crise, c'est celle des dettes publiques des États. Ces dettes sont illégitimes puisqu'elles sont le produit des politiques fiscales, des exonérations, des cadeaux faits aux riches, etc.

La crise des dettes souveraines démontre l'inefficacité des politiques du G20 et son incapacité à anticiper. Alors que la situation empire de

jour en jour, les grandes puissances se réunissent pour trouver une hypothétique sortie. La concurrence qui s'exacerbe entre elles les pousse à défendre leurs propres intérêts. Aujourd'hui, la classe dominante est divisée sur cette question : certains veulent nationaliser les banques, d'autres veulent annuler une partie des dettes souveraines et d'autres veulent la rembourser... Mais tous sont d'accord sur une chose : ils feront payer les peuples en leur imposant rigueur et austérité !

Unissons nos luttes

Partout dans le monde, les peuples subissent les plans d'austérité, les politiques de rigueur, la casse du service public, de l'Éducation, les privatisations, les fermetures d'usines... Mais partout dans le monde, les peuples luttent. L'Égypte et la Tunisie nous ont montré que la révolution était plus que jamais possible. Des révoltes ont éclaté en Grèce et en État espagnol, au Chili ont lieu les plus grosses manifestations depuis la chute de Pinochet. En France, des boîtes sont en lutte contre les licenciements comme les Fralib à Gémenos près de Marseille ou dans les raffineries. Après la manifestation de l'Éducation nationale du 27 septembre plutôt réussie, la date du 15 octobre est aussi une perspective de mobilisation. Le contre-sommet du G20 doit être un des moments de la nécessaire convergence entre ces luttes souvent isolées.

Construisons la riposte

La bourgeoisie est organisée à l'échelle internationale. Nous devons aussi nous organiser internationalement afin de renverser le capitalisme !

Notre tâche en tant que révolutionnaires est d'entraîner notre milieu dans la

mobilisation. Pour cela, nous devons de la manière la plus large possible (réunions unitaires, collectifs...) créer des initiatives militantes, tenir des tables, vendre des billets de bus sur nos facts, nos bahuts, nos boîtes, nos quartiers... Afin d'être le plus nombreux possible dans la rue le 1er novembre à Nice. Plus que jamais refusons de payer la dette !

Mimosa (comité jeunes d'Aix-Marseille)

Une crise également écologique

Depuis le sauvetage des banques par les fonds publics en 2008-2009, plusieurs alertes ont été lancées sur l'aspect anti-écologique de l'utilisation des crédits par les fonds d'investissements bancaires. Ce sont les principaux bailleurs de fonds pour des projets tels que l'exploitation des sables bitumeux au Canada, des gaz de schiste, de la construction de centrales nucléaires, d'infrastructures d'extraction pétrolière, etc.

Si ces projets se multiplient, c'est en partie parce qu'il s'agit d'un terrain d'investissement rentable pour les banques. Mais cette dynamique est également appuyée par les gouvernements endettés, qui nourrissent l'illusion que leur offrira une rente pour rembourser les dettes. Les intérêts des banques et des gouvernants ne sont pas de promouvoir une issue écologique à la crise.

Le maintien d'un système bancaire régi par la logique de profits est incompatible avec une résolution de la crise écologique. Une transition écologique n'est possible qu'en optant pour la mise en place d'un grand secteur public bancaire. Ce secteur, sous contrôle démocratique, devrait orienter l'investissement vers des projets correspondant aux besoins sociaux et environnementaux de la population. Un tel secteur est notamment le seul à pouvoir imposer une stratégie viable pour assurer une transition énergétique, en phase avec l'impératif de lutte contre le réchauffement climatique.

Ces orientations trouvent des échos dans les mouvements sociaux récents. Le rôle de la finance dans la définition des stratégies énergétiques est de plus en plus contesté par les mouvements anti-nucléaire et les opposant-e-s aux gaz de schiste. Les organisations écologistes elles-mêmes radicalisent leur discours : un responsable de Greenpeace déclarait récemment que « la planète est en train d'être pillée pour donner quelques instants de répit aux banques et à leur dette virtuelle ». Notre lutte contre les politiques d'austérité prend donc aussi la dimension d'une lutte pour une issue écologique à la crise.

SOMMES DES MILLIARDS !

Crise économique : du côté des USA

La faillite de Lehman Brothers le 14 Septembre 2008 est le symbole du déclenchement de la crise économique et de sa propagation dans le monde. Cependant, aux USA, la crise a commencé dès 2006...

La crise des subprimes

Depuis les années 1990, les USA sont le moteur de la croissance mondiale (3% par an contre 1% pour l'UE). Cette croissance reposait sur une forte consommation des ménages et un endettement toujours plus grand, auquel il faut ajouter un boom de l'immobilier (doublement des prix entre 1997 et 2006). Une bulle s'est créée, maintenue par les banques et les autorités avec de faibles taux d'intérêts. Les ménages les plus pauvres se sont endettés par les prêts « subprimes » (prêts à risque), pour arriver en 2008 à un taux d'endettement moyen de 140% du revenu annuel !

Quand la bulle a éclaté, c'est toute la croissance états-unienne, dépendante du surendettement, qui est devenue branlante : menaces de faillites, banques sauvées par l'État...

Le PIB a diminué en 2009 de 2,4%. Commençaient alors le cercle vicieux de la crise. En novembre 2009, le taux de chômage atteignait 10,2%. Aujourd'hui, il est encore de 9,5%. Pour récupérer leur mise « perdue » dans les crédits, les banques ont donc saisi les biens immobiliers. Durant le dernier trimestre de 2009, 150 000 ménages ont été expulsés, 95 000 en août 2010...

Crise de la dette et accords entre Obama et les républicains

Les États-Unis n'échappent pas à la crise de la dette. C'est la même logique qui préside : privatisation des bénéfiques, socialisation des pertes. La première puissance mondiale a donc vu sa note baisser par Standard's & Poor de « AAA » à « AA+ », cette dernière jugeant insuffisant le plan de rééquilibrage des finances publiques adopté par le congrès.

Pour rassurer les marchés, Obama a passé un accord avec les Républicains pour un plan d'économies de 2000 milliards sur les dix prochaines années : réductions budgétaires pouvant atteindre 10% du PIB, réductions d'allocations pour les futurs pensionnés, recul de l'âge d'accès au programme Medicare... Et maintien des niches fiscales ! Seuls 95 élus Démocrates ont refusé ce plan de rigueur.

Les refus de payer la crise

Malgré toutes les attaques contre les travailleurs américains, des résistances existent. En août, les employés de

Verizon (télécommunications) se sont mis en grève. Dès le premier jour, on comptait 45 000 grévistes dans le pays ! Le mouvement « Occupy Wall Street » se propage dans les grandes villes (Houston, Los Angeles...). Le 1er octobre, plusieurs milliers de personnes ont envahi le pont de Brooklyn. La répression est déjà là : cette occupation s'est soldée par 700 arrestations !

La jeunesse n'est pas en reste avec notamment les « SlutWalk » (« marche des garces ») qui réunissent de nombreuses jeunes femmes pour dénoncer le sexisme, ou encore des mouvements pour dénoncer la violence raciste de la police dans les quartiers.



Ainsi, la situation actuelle est en train de former une génération de militants qui font l'expérience qu'il ne faut rien attendre de la classe dirigeante et qu'il est nécessaire de s'organiser pour la combattre !

Benjamin (Comité jeunes de Caen)

« Nous sommes tous des travailleurs grecs ! »

Le FN tente de nous faire avaler un programme économique nationaliste à l'aide d'un « discours social » : fermeture des frontières, sortie de la zone euro pour ne pas être solidaire des autres peuples... Si nous combattons clairement le libéralisme imposé par l'Union européenne, cela implique, dans un contexte de crise globale du système, de ne pas tomber non plus dans le piège du nationalisme et de la stigmatisation des pays les plus pauvres.

Stigmatiser pour se dédouaner

La crise grecque, par exemple, est le résultat de deux facteurs. Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la bourgeoisie grecque a décidé de spécialiser la Grèce dans l'armement naval, le tourisme et le bâtiment. Avec le néolibéralisme imposé dans les années 90, elle a perdu en compétitivité. Ses élites n'ont pas cherché de nouvelles activités motrices pour l'économie. Cette spécialisation de l'économie a été renforcée par l'entrée dans la zone euro : alors qu'un pays sans industrie a besoin d'une monnaie faible pour être compétitif, la bourgeoisie allemande a besoin d'un euro fort, car elle a un quasi-monopole sur certains secteurs de l'industrie lourde. Tout le monde doit se fournir chez elle, quels que soient ses prix. La dette grecque n'est pas due à l'augmentation des dépenses publiques comme l'avancent les classes dirigeantes franco-allemandes : le secteur public n'emploie que 18% de la population active, ce qui se situe dans la moyenne européenne, et les salaires y sont particulièrement bas.

Des expressions telles que « la crise, c'est la faute aux Grecs » permettent à la fois de légitimer le remboursement par les grecs de leurs emprunts que détiennent la Société Générale ou la



Deutsche Bank, mais également de trouver un bouc émissaire. L'expulsion de l'euro de ces pays là ne constituerait pas une solution. La crise du système capitaliste ne se résume pas à la monnaie, mais à l'organisation globale de l'économie.

En tant qu'internationalistes, nous revendiquons notre solidarité sans limite avec les peuples qui refusent de payer la note et qui disent : « cette dette est celle des gouvernements et des banquiers, pas des peuples ». Voici par exemple l'appel des indignés grecs et espagnols pour la manifestation du 15 octobre :

- Nationalisation des banques. Avec ses plans de sauvetage, l'État les a déjà payées bien au-dessus de leur valeur boursière pour qu'elles continuent à spéculer.
- Ouvrir au peuple les livres de la dette pour que nous sachions où est allé l'argent.
- Redistribuer radicalement les richesses et changer la politique fiscale pour faire payer les possédants : les banquiers, le capital et l'Église.
- Nous voulons le contrôle populaire démocratique sur l'économie et la production.

Tant que les banquiers empêcheront les peuples européens de rêver, tant que nos gouvernements impérialistes les stigmatiseront, nous les empêcheront de dormir !

Gaël (Comité jeunes de Tolbiac)



Conférence Européenne contre l'austérité à Londres :

Vers une résistance globale à l'austérité

Le 1er octobre se tenait une conférence européenne contre l'austérité, à l'appel d'une plateforme britannique « Coalition of Resistance ». Plus de cinquante organisations de seize pays étaient représentées, du milieu associatif, syndical, politique, ainsi qu'un grand nombre de personnalités de la société civile. Nous y avons participé en défendant une rupture totale face au capitalisme, à travers un mouvement global de tous ceux et toutes celles qui sont percutés par les effets dévastateurs des politiques libérales. Après avoir échangé sur l'analyse des politiques économiques européennes, puis sur les réponses à apporter et les résistances à déployer, une déclaration a été adoptée, pointant notamment les axes de lutte et les grandes échéances (mobilisations des Indignados le 15 octobre, actions contre la dette et les institutions financières internationales entre le 8 et le 16 octobre, manifestation anti-G20 en novembre). Elle se termine par un engagement à « travailler à une journée commune d'action contre l'austérité en 2012 », ainsi qu'un appel au mouvement syndical à préparer « une journée de lutte européenne sous forme de grève ou d'autres formes d'action sur le lieu de travail ».

Nous avons pris à cette occasion connaissance des nombreux mouvements qui agitent l'Europe des capitaux : en Grèce, en Angleterre, en Espagne, au Portugal, en Italie la jeunesse et la société civile s'organisent pour ne pas payer la crise que les patrons, la finance et les banques ont provoquée. La conférence de Londres a soutenu tous ces mouvements. Un large accord s'est dégagé sur le refus des politiques d'austérité visant à faire payer aux populations d'Europe une crise dont elles ne portent aucune responsabilité. Il en allait de même pour considérer que face à une crise internationale, l'heure était plus que jamais à la convergence des luttes au niveau européen, contre les désastres du capitalisme.

Démocratie réelle ? Révolution réelle !

La question de la démocratie est centrale pour les révolutionnaires : c'est une des raisons pour lesquelles nous voulons transformer le monde. Le mouvement des Indignés réclame à cor et à cri la « démocratie réelle maintenant », car sous le capitalisme la majorité de la population est dépossédée de tout contrôle sur les décisions concernant sa vie quotidienne.

Le terme « démocratie » est cependant utilisé à tort et à travers, en opposition aux régimes totalitaires : nous l'avons vu avec les révolutions dans le monde arabe et leur « conquête de la démocratie ». Il y a un large consensus des partis politiques autour des « démocraties occidentales », considérées comme les meilleurs régimes politiques possibles.

Étymologiquement, la démocratie c'est « le pouvoir au peuple », mais si on pose la question de qui prend les décisions, on se rend compte que la « démocratie réelle » est impossible sous le capitalisme.

Une démocratie de classe

La démocratie que nous connaissons actuellement est un héritage des régimes qui l'ont précédée depuis la Révolution française. Nous avons obtenu le suffrage universel, des libertés démocratiques comme le droit d'expression ou de réunion : ce ne sont pas des cadeaux des capitalistes mais le fruit de luttes des travailleurs. On ne peut nier que ces libertés constituent un progrès par rapport au Moyen-Âge. Le régime parlementaire de la Ve république concentre le pouvoir entre les mains du président. Le parlement n'a pas de pouvoir réel, c'est le gouvernement qui prend les décisions. Sénat, Conseil d'État et Conseil constitutionnel sont des garde-fous pour compenser l'existence du suffrage universel : ils peuvent s'opposer aux décisions du parlement. Les « affaires » régulières révèlent la corruption permanente de la démocratie bourgeoise et témoignent de la mainmise de la bourgeoisie sur la vie politique. Karachi est la dernière en date...

Pas de démocratie politique sans démocratie sociale

Les institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise (appareil de répression, administration, constitution, lois) sont au service des classes dominantes. Cette démocratie est l'une des formes de la dictature de la bourgeoisie. Marx la qualifie de « démocratie formelle » parce que nous sommes égaux en droits ; mais dans la pratique, les inégalités sociales produites par le capitalisme nous empêchent de jouir de manière égalitaire de ces droits.

Nos droits sont soumis à la dictature de l'argent : la liberté d'expression a plus de poids si l'on est président de TF1 que simple employé. Sous le capitalisme, la démocratie n'est qu'une façade : nos droits à la santé, à l'éducation, au logement, à la justice, à la retraite, notre accès à la culture... dépendent d'une position sociale.

Quand la population descend dans la rue, elle se heurte à l'appareil coercitif de l'État. Pendant la réforme des retraites, trois millions de personnes dans la rue n'ont pas fait céder le gouvernement. Les véritables questions sont : qui contrôle ? Qui détient le pouvoir ?

Le seul pouvoir réel, c'est le pouvoir économique et il est aux mains de la bourgeoisie ; la république, si démocratique soit-elle, se ramène à peu de choses en termes de pouvoir réel. La démocratie sociale est la condition pour obtenir la démocratie politique. L'une ne peut exister sans l'autre. La conquête de la démocratie passe donc par la conquête du pouvoir par les travailleurs, le renversement du capitalisme.

La démocratie s'arrête à la porte des usines

La bourgeoisie a un pouvoir sans limite dans les entreprises. Dans une usine, un atelier, un bureau, ce sont les patrons qui prennent toutes les décisions concernant ce qui est produit, en quelle quantité, dans quelles conditions, pour qui... Les travailleurs n'ont aucun contrôle sur ce qu'ils produisent. Seul le patron

décide de déplacer une usine, de la fermer, d'embaucher, de licencier... Le travailleur perd aussi ses droits de citoyen quand il est dans sa boîte : il a interdiction d'exprimer des opinions politiques. S'il se fait prendre en train de distribuer un tract politique, c'est un motif de licenciement.

Le droit de vote

2012 est une année d'élection présidentielle, temps fort de la démocratie parlementaire. On dépose un bulletin dans l'urne, mais comme on n'a aucun moyen de contrôler nos élus, cela revient à faire un chèque en blanc au vainqueur. Le mode de scrutin écarte les petites organisations au profit des deux grands partis institutionnels qui contrôlent les médias dominants, et qui une fois au pouvoir mèneront à peu de choses près la même politique. La bourgeoisie a quand même entouré le suffrage universel de garde-fous : un savant découpage des circonscriptions, hérité du Second Empire, permet de diluer les votes des populations considérées comme « dangereuses » parmi les zones réputées plus conservatrices.

Il reste des exclus du suffrage universel : les trois millions de travailleurs immigrés qui vivent, travaillent et payent des impôts en France, les jeunes de 16 ans qui peuvent travailler, et faire de la prison mais pas voter... Il y a aussi les exclus de fait : les abstentionnistes et ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Ce désintérêt révèle que les élections ne sont plus un espoir de changement. Qui pense encore que les élections « changent la vie » ?

Si ses intérêts sont menacés, la bourgeoisie n'hésite pas à bafouer le suffrage universel. C'est l'exemple du Chili où Allende fut élu en 1969 sur la base d'un programme de gauche radicale. La bourgeoisie organisa en 1973 un coup d'État militaire pour installer le général Pinochet au pouvoir. En Grèce, en 1967, il a même suffi que la gauche paraisse en mesure de gagner les élections pour que les colonels s'emparent du pouvoir. On voit comme la bourgeoisie fait grand cas de la volonté populaire !

Les organisations de masse des travailleurs : « cellules de démocratie prolétarienne »

La démocratie bourgeoise reste la meilleure forme d'État pour les travailleurs sous le capitalisme : nous disposons tout de même de libertés démocratiques. Même si elles sont limitées, on peut se réunir, diffuser notre presse, se présenter aux élections. La démocratie est un enjeu central à l'intérieur des organisations révolutionnaires et dans les luttes : c'est dans les expériences d'auto-organisation que les masses acquièrent une liberté qu'elles n'ont jamais eu

dans le cadre institutionnel, c'est la meilleure école de la démocratie ouvrière.



Quelques lectures

CLT, *Démocratie, démocratie parlementaire...*

<http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky-62/article/democratie-democratie-6501>

L. Crémieux, « Démocratie, citoyenneté et rapports de production »

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article7322>

E. Mandel, « Pour la démocratie ouvrière », 1968

http://www.ernestmandel.org/fr/ecrits/txt/1968/democratie_ouvriere.htm

F. Lasalle, *Qu'est-ce qu'une constitution ?* Éditions Sulliver, 1999, 96 pages, 6,5 euros

Lénine, *Thèses sur la démocratie bourgeoise*, 1919

<http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/03/19190304.htm>

D. Pierre et M. Lasserre, « Pour un socialisme du 21ème siècle », formation à l'université d'été du NPA 2011

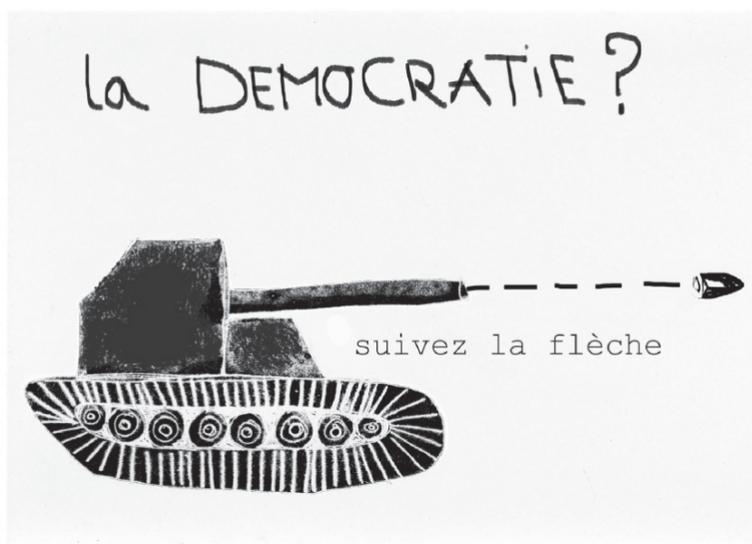
<http://www.npa-formation.org/spip.php?article24>

M. Rubel, « Concept de la démocratie chez Marx »

<http://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1962-le-concept-de-democratie-chez-marx-rubel/>

F. Sabado, « Révolution et démocratie »

<http://revoltunited.canalblog.com/archives/2010/07/16/18594680.html>



La démocratie ouvrière

Sous la démocratie bourgeoise, l'essentiel des choix politiques, sociaux, économiques échappe à la volonté populaire. Les objectifs, besoins, priorités sont décidés par une poignée de grands patrons et de financiers qui dominent le marché. Qu'avons-nous concrètement décidé de ce qui structure notre vie quotidienne ? La part des richesses réservée aux retraites, à la santé, au logement, à l'éducation, aux moyens de transports collectifs, aux sources d'énergie utilisées ?

Dans une autre société, débarrassée des rapports de domination et d'exploitation, un nouveau pouvoir émergera. Il sera l'émanation du peuple en lutte et ses organes démocratiques de pouvoir se seront mis en place avant et pendant la révolution. Concrètement, ce seront par exemple des assemblées de quartier, des comités d'usines réellement représentatifs qui éliront des représentants pour se coordonner sur le plan régional, national, international. La délégation de représentants ne veut pas dire qu'on leur donne le pouvoir. On leur confie une mission, en conservant à tout moment la possibilité de les révoquer si on estime qu'ils ne nous représentent plus.

Ce principe a fonctionné pendant la Commune de Paris en 1871 qui a mis en place la toute première démocratie ouvrière : des élections dans chaque arrondissement avec des membres élus au suffrage universel et révocables. Les fonctions sociales confisquées par l'État étaient rendues à la société : la police et les juges étaient élus et rémunérés au même salaire qu'un ouvrier moyen.

La démocratie réelle c'est quand l'écrasante majorité de la population prend les décisions et a le contrôle sur ce qui est décidé, c'est-à-dire le pouvoir.

Sylvestre, Inès et Maève (Comité jeunes de Rouen)

Campagne Poutou

Nos revendications pour l'Éducation

Plus on est diplômé, moins on est touché par le chômage : 38 % des actifs non diplômés ou simplement détenteurs d'un CEP ou d'un brevet sont au chômage (1). Cet taux descend à 9 % pour les diplômés au-delà du bac. À noter qu'à niveau comparable, et jusqu'au bac, les femmes subissent plus sévèrement le chômage : 36% pour les détentrices d'un CAP-BEP, contre 29 % chez les hommes.

Le diplôme, un bouclier contre le chômage

Il y a peu encore, le diplôme standard pour un emploi stable et correctement rémunéré était la licence (bac+3), avant c'était le bac, avant le BEPC, avant le certificat d'études... Désormais, c'est le niveau bac+5 (master) qui est demandé, par exemple pour les concours de l'enseignement, mais aussi dans le privé. Les réformes successives de ces dernières années ont dévalorisé les autres diplômes sur le marché du travail, en mettant moins de contenu dedans, en en faisant des diplômes plus spécialisés et moins généraux.

Le passage du bac pro de quatre à trois ans, avec la suppression de presque tous les BEP, empêche désormais des centaines de jeunes d'accéder au marché du travail avec un diplôme, donc une réglementation de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

Le même sort attend les bac généraux, technologiques et techniques avec la réforme de la terminale à la rentrée 2012 : seront dispensés des diplômes à la carte, qui ne seront plus nationaux et ne donneront pas les mêmes droits pour accéder aux études de son choix.

La professionnalisation, une fausse solution

On nous raconte que les études que nous faisons sont trop théoriques, peu adaptées aux réalités du monde du travail... Pourquoi, alors, les entreprises sont-elles si heureuses de prendre des jeunes stagiaires ? Les stages représentent l'équivalent de 100 000 CDI ! Si nous étions si inadaptés, ça se saurait !

Les jeunes ne sont pas plus que le reste de la population soumis au chômage de longue durée, mais ils enchaînent les petits boulots. On prend prétexte du chômage des jeunes, justement dû à la précarité, pour faire de nous des salariés précaires, stagiaires, apprentis, spécialisés et non plus qualifiés...

Contre les lycées prisons

La classe dominante a tiré les bilans des mouvements étudiants et lycéens des dernières années. Elle resserre l'étau : envoi systématique de la police (CRS, Gendarmes mobiles) sur les blocages de lycées ou de fac, mesures administratives contre les grévistes (retenues, exclusions...), portiques de sécurité à l'entrée de lycées, vidéo-surveillance... Une politique de criminalisation et d'infantilisation des jeunes se met en place. Elle est porteuse d'un retour à l'ordre moral, avec plus d'encadrement répressif mais, par exemple, moins d'infirmeries scolaires et donc d'accès à la contraception ou à la pilule du lendemain...



« Cette pancarte aurait pu être plus créative, mais vous avez arrêté de financer les arts »

Prendre ce qu'on nous a pris... Pour aller plus loin

Nous luttons pour une école à l'image de la société que nous voulons : sans division entre travaux manuels et intellectuels, dans laquelle chacun apprend aussi bien la littérature que la mécanique ou la comptabilité...

L'école sert aujourd'hui à reproduire l'ordre social. Les enfants des classes supérieures ou intellectuelles ont bien plus de chances de faire des études longues, préparant à un métier stable et bien rémunéré, que les enfants d'ouvriers. C'est en changeant la société, ses inégalités sociales, que nous ferons évoluer l'Éducation. Mais c'est aussi des luttes que nous y mènerons que naîtront de nouveaux droits pour les jeunes et les salariés.

JB (Comité jeunes 92 nord)

(1) Tout les chiffres sont issus de l'INSEE : insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=24&ref_id=8717



« Nous ne nous reposerons que lorsque nous aurons une éducation gratuite et nationale »

NOS REVENDICATIONS :

- Arrêt des suppressions de postes ; embauche massive pour arriver à vingt-cinq élèves par classe maximum, avec dédoublement pour les cours de langues
- Diplômes nationaux, généraux, de qualité, reconnus dans les conventions collectives
- Rémunération des apprentis et des stagiaires à au moins 100% du SMIC, avec alignement sur les conventions collectives
- Reconnaissance du droit de grève pour les lycéens et les étudiants, démantèlement de tous les dispositifs sécuritaires ; représentation des lycéens dans les conseils à hauteur de ce qu'il pèse, contrôle sur l'administration et les enseignements

Des coupes à tout bout de champ

Deux cents classes fermées en cinq ans, suppressions de postes, refus d'élèves... Non, nous ne parlons pas d'une académie de l'Éducation nationale, mais de l'ensemble des lycées agricoles de France. Permettant à des jeunes de se former et à des territoires ruraux de maintenir leurs activités... Ils n'allaient quand même pas être au centre des préoccupations du gouvernement. Les lycéens-agriculteurs doivent apprendre à semer, pas à se faire planter !

Une longueur d'avance

Plus de 45 élèves par classe, absence des manuels scolaires et d'outils informatiques, carte scolaire non définitive à la rentrée – entraînant un grand nombre de jeunes sans affectation ! – classes ouvertes sans prof... Est-ce le lycée du futur ? Non, c'est celui du présent en Algérie, dénoncé par le Comité des lycées d'Algérie (CLA). Le gouvernement français est bien décidé à rattraper son retard.

La bourse ou les papiers

Un décret du 6 septembre 2011 augmente les conditions de ressources exigées pour un étudiant étranger en France : désormais, pour venir étudier dans l'hexagone, il faudra présenter des garanties de ressources de 620 euros par mois sur dix mois en licence et M1 et de 770 euros par mois en M2 et doctorat. Le coût de la vie augmente, et comme c'est aussi le cas de la pauvreté pour les jeunes, voilà comment le gouvernement va transformer des centaines d'étudiants en sans-papiers !

Les ragots institutionnalisés

Les élèves du collège Lenain-de-Tillemont de Montreuil (93) ont désormais leur vie étalée dans un fichier informatique : données scolaires, médicales, psychologiques, familiales, ethniques, etc., sont collectées auprès des enseignants, CPE et chefs d'établissements, sans qu'aucune information ne soit vérifiée ou triée. Le site Mediapart.fr s'est ainsi procuré quelques fiches : « gens du voyage sédentarisés » pour l'un, « papa problème d'alcoolisme » pour l'autre, commentaires sur l'attitude des parents ou leurs maladies éventuelles... Le tout afin d'être diffusé aux profs. Et après on reproche aux lycéens de croire les rumeurs !

Flicage médical

Le Rectorat d'Orléans-Tours a mis en place un « Contrôle de l'aptitude physique des stagiaires » d'EPS. Les futurs profs sont ainsi sommés de dévoiler leurs : « antécédents familiaux et personnels de dépression, de troubles psychiatriques » ou encore leur « nombre de cigarettes fumées par jour ». Les profs sont déjà soumis à une visite médicale. Mais contrairement aux médecins, les recteurs d'académies, qui peuvent notamment décider de la titularisation ou non des stagiaires, ne sont pas soumis au secret médical !

Aux capitalistes de payer leurs crises !

Philippe Poutou



FACE AU G20

Manifestation internationale

Mardi 1er novembre

Mardi 1er novembre à partir de 15 heures
(départ de la place Garibaldi dans le centre de Nice)

Notre serment d'allégeance...

Dans le cadre de sa convention sur la défense nationale, l'UMP a proposé que les jeunes atteignant l'âge de la majorité et les demandeurs d'acquisition de la nationalité française prêtent un serment d'allégeance à l'armée française, de s'engager à « servir le pays sous les armes françaises » si les circonstances l'exigeaient.

Au début, au NPA, nous avons cru qu'il s'agissait d'une tentative de plus de l'UMP de récupérer des voix au FN et de laver le cerveau des jeunes... C'est vrai qu'aucune guerre nécessitant la mobilisation générale n'est prévue dans notre agenda. Et puis jurer de servir l'armée quand on n'a aucune formation au maniement des armes, c'est un peu débile. Il devait donc s'agir d'un prétexte pour relancer les thématiques nationalistes, stigmatiser celles et ceux qui ont une double-nationalité (si on suit la logique de l'UMP, il vaudra mieux les interner dans des prisons en cas de guerre avec leur autre pays), à la manière des débats de feu le ministre de l'identité nationale...

Et puis nous avons réfléchi. Pourquoi toujours dire du mal ? Pour une fois, soyons force de proposition !

Nous aussi, nous prêtons serment :

Aux peuples martyrisés dans le passé et encore aujourd'hui par l'armée et la police françaises en Afrique, en Asie et en Europe,
Aux Algériens torturés et assassinés parce qu'ils voulaient un pays indépendant, en Algérie et à Paris, comme ce 17 octobre 1961 où plusieurs centaines d'entre eux furent battus à mort et jetés à la Seine par les policiers, sous l'ordre du préfet Papon... Le même qui avait pendant l'Occupation envoyé des milliers d'enfants juifs dans les camps de la mort,
Aux civils afghans bombardés par les troupes françaises au nom de la

« démocratie » ; aux femmes afghanes dont les droits sont bafoués tout les jours par les chefs de guerre soutenus par la France pour maintenir la stabilité sur des « territoires stratégiques pour l'approvisionnement pétrolier » de Total,

Aux Africains massacrés par les troupes du Conseil national de transition libyen, ces « révolutionnaires » soutenus par toutes les puissances réactionnaires du monde d'Obama à Sarkozy, qui ont répandu partout que « les Noirs étaient au service de Kadhafi »...

À tous les salariés africains de Bolloré, Bouygues (et autres entreprises françaises) qui détiennent des monopoles obtenus à coups de pots-de-vins aux dictateurs dans toute l'Afrique, avec la protection de l'armée française

Aux ouvriers d'ici qu'on évacue des usines à coups de crosse alors qu'il demandent juste de quoi survivre,

Aux Roms et aux immigrés avec ou sans papiers, évacués par la police de tous les endroits où il cherchent à fuir la misère que les puissances comme la France entretiennent savamment dans leur pays,

A Zyed et Bouna, morts dans un transformateur électrique en 2005, pour avoir fui la police qui harcèle les jeunes des quartiers ; à tous les jeunes que la police et l'État traitent comme des indigènes à mater,

Aux millions de Tutsis massacrés par le pouvoir raciste au Rwanda en 1994, avec des milices entraînées, armées idéologiquement et militairement par la France, dont les dirigeants ont été reçus par le gouvernement français de l'époque : le président Mitterrand, le premier ministre Balladur, le ministre des Affaires étrangères Juppé, le porte-parole du gouvernement Sarkozy... Génocidaires qui ont pu fuir la justice internationale grâce à l'opération militaire française « Turquoise »,

Aux cheminots africains qui, ayant combattu aux côtés de la France

pendant la Seconde guerre mondiale, attendaient de meilleurs salaires, et n'ont reçu en 1947 que des coups de fusil et de bâton, avant de remporter une grève victorieuse,

Aux 30 000 Parisiens assassinés en une semaine, du 21 au 28 mai 1871, pour avoir tenté une expérience de démocratie ouvrière, la Commune,

Aux peuples des pays occupés par l'armée française : Afghanistan, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Émirats arabes unis, Gabon, Guinée, Haïti, Kosovo, Liban, Libye, Sénégal, Tchad,

Aux peuples toujours officiellement colonisés par l'État français : Guadeloupe, Guyane, Kanaky, Martinique, Mayotte, Polynésie, Réunion,

À tous ceux-là, nous jurons :

De combattre l'impérialisme de la France sous toutes ses formes, militaire et économique, domestique et étrangère, paternaliste et agressive, qu'il se pare cyniquement des « droits de l'homme » ou qu'il agisse au nom d'un prétendu « réalisme » stratégique,

De toujours faire disjoncter le cerveau des militaires (ceux qui en ont un du moins), en leur demandant quand l'armée française a gagné une guerre (la réponse est jamais quand elle était toute seule, mais ils ne sont pas au courant),

De pourrir l'armée française, bien qu'elle n'en ait pas besoin, De toujours citer la bataille de Dien Bien Phu comme une victoire des peuples,

À bas l'armée, les flics et les patrons !



Octobre-novembre 2011
www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE



ABONNEZ-VOUS !
à **Tout est à nous !**



Retrait du projet sur les retraites **C'est MAINTENANT**

et c'est **POSSIBLE!**

Retraite anticipée pour **Sarkozy et Woerth !**

CASSE-ROLE D'HONNEUR

QUELLE CASSE-ROLE ?

Cent-cinquante ans de crimes de l'armée et de la police française, une (très courte) bibliographie :

- Afrique 50, René Vautier (<http://www.youtube.com/watch?v=vb3DkkgPtaQ&feature=related>), film tourné pour la Ligue de l'enseignement en 1950 sur les ravages de la colonisation

- Rwanda, un génocide français, Mehdi Ba. Comment et pourquoi la France a organisé et soutenu le génocide rwandais

- La Commune de Paris, C. Talès

- La guerre d'Algérie, B. Stora. Livre historique

- Les bouts de bois de Dieu, O. Sembène. Sur la grève des cheminots de 1947 du chemin de fer Dakar-Bamako et la répression, très beau roman

Et bien sûr, tous les mois dans l'Étincelle anticapitaliste !

CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG OU ENVOYEZ VOS COORDONNÉES à NPA Jeunes, 2 rue RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL